

DREAL-BRETAGNE
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES CEDEX

Rennes, le 14/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

D'AUCY Le Faouët

Usine
route de Quimperlé - BP 21
56320 Le Faouët

Références : 2023/DREAL/SPPR
Code AIOT : 0005501786

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2023 dans l'établissement D'AUCY Le Faouët implanté Usine route de Quimperlé - BP 21 56320 Le Faouët. L'inspection a été annoncée le 16/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection sur site fait suite à une demande d'aménagement concernant le sursis d'épreuve hydraulique du stérilisateur STORK

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- D'AUCY Le Faouët
- Usine route de Quimperlé - BP 21 56320 Le Faouët
- Code AIOT : 0005501786
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Conserverie Morbihannaise (filiale du Groupe d'AUCY) exploite sur les communes de LE FAOUEU et LANVENEGEN une usine spécialisée dans la transformation de légumes en produits appertisés (boîtes métalliques et bocaux).

L'implantation du site historique remonte à 1942, de part et d'autre de la rivière Inam, affluent de l'Ellé.

Le site occupe 13,4 ha sur la commune de LE FAOUEU et 8,6 ha sur la commune de LANVENEGEN.

L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 7 août 2015.

Par déclaration en décembre 2021, la Conserverie Morbihannaise se nomme dorénavant D'AUCY Le Faouët.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Equipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».
-

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
3	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
4	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
6	Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet
8	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet
9	Programme de controle des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles réglementaires concernant tous les équipements sous pression du site ont été effectués par l'exploitant, la visite du site était aussi l'occasion de discuter du dossier d'aménagement au sursis d'épreuve hydraulique du stérilisateur STORK

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a transmis la liste des ESP quelques jours avant l'inspection. Le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) n'était pas indiqué, mais il a été corrigé pour le jour de l'inspection. La liste présentée présentait l'ensemble des éléments demandés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide. Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
Constats : Tous les équipements recensés par l'exploitant sont à jour de leurs contrôles réglementaires sur la liste présentée. Il a été contrôlé par sondage 4 équipements. L'analyse des rapports d'inspection périodiques des équipements suivants a été réalisée. - Réservoir pour compresseur d'air comprimé X Pauchard n°F5274 - Barillet vapeur SERTICO n°01-01-2006 - Chaudière au gaz naturel LOOS n°2 (n° 100584) - Tuyauterie n°57007-TY01 de l'ensemble de réfrigération 57007 Cette analyse n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vérification des échéances de La requalification périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p><u>Constats :</u></p> <p>Tous les équipements recensés par l'exploitant sont à jour de leurs requalifications périodiques sur la liste présentée.</p> <p>Il a été contrôlé par sondage 4 équipements.</p> <p>L'analyse des rapports de requalifications périodiques des équipements suivants a été réalisée.</p> <ul style="list-style-type: none">- Réservoir pour compresseur d'air comprimé X Pauchard n°F5274- Barillet vapeur SERTICO n°01-01-2006- Chaudière au gaz naturel LOOS n°2 (n° 100584)- Tuyauterie n°57007-TY01 de l'ensemble de réfrigération 57007 <p>Cette analyse n'appelle pas de remarque.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
<u>Constats :</u> Il a été contrôlé par sondage 4 équipements. L'analyse des rapports d'inspection périodiques des équipements suivants a été réalisée. - Réservoir pour compresseur d'air comprimé X Pauchard n°F5274 - Barillet vapeur SERTICO n°01-01-2006 - Chaudière au gaz naturel LOOS n°2 (n° 100584) - Tuyauterie n°57007-TY01 de l'ensemble de réfrigération 57007 Cette analyse n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit : -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : Il a été contrôlé par sondage 4 équipements. L'analyse des rapports de requalifications périodiques des équipements suivants a été réalisée. - Réservoir pour compresseur d'air comprimé X Pauchard n°F5274 - Barillet vapeur SERTICO n°01-01-2006 - Chaudière au gaz naturel LOOS n°2 (n° 100584) - Tuyauterie n°57007-TY01 de l'ensemble de réfrigération 57007 Cette analyse n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.
Constats : Il a été contrôlé par sondage 4 équipements. - Réservoir pour compresseur d'air comprimé X Pauchard n°F5274 - Barillet vapeur SERTICO n°01-01-2006 - Chaudière au gaz naturel LOOS n°2 (n° 100584) - Tuyauterie n°57007-TY01 de l'ensemble de réfrigération 57007 Les plaques d'identification ont toutes été contrôlées, elles sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : Les accessoires de sécurité des 4 récipients suivants ont été contrôlés : - Réservoir pour compresseur d'air comprimé X Pauchard n°F5274 - Barillet vapeur SERTICO n°01-01-2006 - Chaudière au gaz naturel LOOS n°2 (n° 100584) - Tuyauterie n°57007-TY01 de l'ensemble de réfrigération 57007 Il a été demandé pour chaque soupape , la déclaration de conformité et le certificat de tarage, les pressions d'ouverture de ces soupapes étaient conformes aux pressions prévues dans la documentation du fabricant. Les n° de série ont été vérifiés sur place sur chaque récipient.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.
Constats : Les marquages des 4 récipients suivants ont été contrôlés : - Réservoir pour compresseur d'air comprimé X Pauchard n°F5274 - Barillet vapeur SERTICO n°01-01-2006 - Chaudière au gaz naturel LOOS n°2 (n° 100584) - Tuyauterie n°57007-TY01 de l'ensemble de réfrigération 57007 Les marquages sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Programme de controle des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III
Thème(s) : Risques accidentels, suivi en service
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée : III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.
Constats : Le programme de contrôle des tuyauteries était présent le jour de l'inspection. Ce programme de contrôle est conforme à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite